



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 64.497/4  
du 28 novembre 2018

advies 64.497/4  
van 28 november 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant  
modification de l'arrêté royal  
du 18 décembre 2009 relatif  
aux communications  
radioélectriques privées et aux  
droits d'utilisation des réseaux  
fixes et des réseaux à  
ressources partagées'

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'houdende wijziging  
van het koninklijk besluit van  
18 december 2009 betreffende  
de private radiocommunicatie  
en de gebruiksrechten voor  
vaste netten en netten met  
gedeelde middelen'

Le 22 octobre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 30 novembre 2018 \*, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 28 novembre 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 novembre 2018.

-----  
\* Par courriel du 23 octobre 2018.

\*

Op 22 oktober 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 30 november 2018 \*, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende wijziging van het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 28 november 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 november 2018.

-----  
\* Bij e-mail van 23 oktober 2018.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### FORMALITÉS PRÉALABLES

Concernant la notification du projet à la Commission européenne, mentionnée à l'alinéa 6 du préambule, le délégué du Ministre a précisé que la période de *stand still* de trois mois imposée par la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information' a expiré le 15 septembre 2017 et que l'État belge n'a pas reçu de remarque de la Commission ou des États membres.

Dans ces circonstances, la formalité requise doit être considérée comme ayant été accomplie.

Le préambule gagnerait à être complété de manière à y préciser les éléments communiqués par le délégué du Ministre.

### OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Plusieurs dispositions du projet confèrent à l'IBPT des pouvoirs de décision qui soit sont de portée réglementaire, soit sont définis de manière telle qu'il n'est pas aisé de déterminer s'ils portent sur des décisions à portée réglementaire ou individuelle. Il s'agit essentiellement des dispositions suivantes :

1<sup>o</sup> l'article 5/1, § 1<sup>er</sup>, en projet (article 5 du projet) duquel il résulte que la demande d'autorisation en vue de détenir ou d'utiliser une station de radiocommunications doit contenir « les documents prévus par l'Institut » ;

2<sup>o</sup> l'article 17/1, § 2, alinéa 2, en projet (article 15 du projet), qui prévoit que « seuls les examens organisés par l'Institut sont reconnus » ;

3<sup>o</sup> l'article 17/1, § 4, alinéa 2, en projet (article 15 du projet), qui prévoit que l'Institut peut agréer un organisme chargé d'organiser une catégorie d'examen <sup>1</sup> ;

---

<sup>1</sup> Voir, sur ce point, toutefois, l'observation particulière ci-après relative à cette disposition.

4° l'article 17/2, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet (article 15 du projet), qui prévoit que « L'Institut établit et publie le règlement des examens, y compris les modalités et les conditions de participation » ;

5° l'article 17/4, § 1<sup>er</sup>, 3°, en projet (article 16 du projet), duquel il résulte que l'Institut fixe les conditions des examens relatifs à l'octroi des certificats d'opérateur de 5<sup>ème</sup> catégorie ;

6° l'article 17/4, § 3, en projet (article 16 du projet), duquel il résulte que l'Institut fixe les conditions dans lesquelles les associations reconnues de radioamateurs peuvent organiser les tests de connaissance du code morse <sup>2</sup> ;

7° l'article 17/7, alinéa 2, en projet (article 16 du projet), qui prévoit que, après autorisation de l'Institut, et « aux conditions fixées par l'Institut », le titulaire d'une autorisation de station automatique ou de station commandée à distance peut utiliser des messages cryptés pour la gestion de sa station ;

8° l'article 17/7, alinéa 3, en projet (article 16 du projet), qui prévoit que, en cas d'exercices organisés par un service de secours belge, le titulaire d'un certificat d'opérateur de 5<sup>e</sup> catégorie peut, moyennant accord préalable et « aux conditions fixées par l'Institut », communiquer sur des sujets relatifs à ces exercices ;

9° l'article 17/7, alinéa 4, en projet (article 16 du projet), qui prévoit que « Dans les cas précisés préalablement par l'Institut, le titulaire d'un certificat de 5<sup>e</sup> catégorie peut assister les services de secours belges en déployant ses stations de 5<sup>e</sup> catégorie en vue de suppléer la défaillance des communications électroniques » ;

10° l'article 35, alinéa 2, en projet (article 19 du projet), qui prévoit que « Le paiement du droit de dossier se fait dans les délais fixés par l'Institut » ;

11° l'article 23, 1°, du projet, duquel il résulte que l'Institut est habilité à fixer un délai de paiement.

Il appartient à l'auteur du projet de revoir les dispositions concernées pour faire clairement apparaître la nature du pouvoir ainsi conféré à l'Institut, à savoir s'il s'agit du pouvoir d'adopter des décisions individuelles ou bien de celui d'adopter des dispositions réglementaires, générales et abstraites.

Ce faisant, l'auteur du projet tiendra par ailleurs compte des éléments suivants :

1° sauf dans des aspects de détail ou éminemment techniques, aucun pouvoir réglementaire ne peut être conféré à l'IBPT sans habilitation expresse du législateur. En l'espèce, parmi les dispositions citées au préambule de l'arrêté en projet au titre de fondement légal de ce dernier, seul l'article 39, § 5, de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques' permet au Roi de déléguer un pouvoir réglementaire à l'Institut, qui a pour objet « la fixation des conditions » des examens dont la réussite subordonne l'utilisation de certaines

<sup>2</sup> Voir, sur ce point, toutefois, l'observation particulière ci-après relative à cette disposition.

catégories d'émetteurs ; il convient de relever que la délégation autorisée peut également porter sur « l'organisation pratique de ces examens » ;

2° lorsqu'il s'agit de conférer un pouvoir de décision individuelle à l'Institut, ce pouvoir de décision doit s'exercer dans le respect du principe d'égalité entre tous les tiers intéressés : ainsi, à titre d'exemple, au regard de ce principe, il ne serait pas admissible que l'Institut puisse décider, au cas par cas en traitant de manière différente des situations comparables, de tous les documents ou éléments que doit communiquer chaque personne introduisant une demande d'autorisation en vue de détenir ou utiliser une station de radiocommunication de catégorie X.

Aussi de deux choses l'une :

1° si la subdélégation de pouvoir réglementaire que l'auteur du projet entend conférer à l'IBPT ne trouve pas son fondement exprès dans une disposition légale, elle devra être remplacée par une subdélégation au Ministre, sauf à l'auteur du projet de pouvoir établir que cette subdélégation porte sur des aspects de détails ou éminemment techniques ; une autre solution peut également consister à intégrer les règles concernées dans l'arrêté en projet lui-même ;

2° si la subdélégation conférée à l'Institut porte sur un pouvoir de décision individuelle, le pouvoir ainsi octroyé – permettant de statuer au cas par cas – doit s'exercer dans le respect du principe d'égalité entre les tiers concernés ; à cet égard, afin d'assurer au mieux le respect de ce principe, il conviendrait de compléter l'arrêté en projet pour fixer des règles générales et abstraites qui baliseront l'exercice de son pouvoir par l'Institut en fixant les critères à mettre en œuvre par celui-ci, ce pouvoir pouvant aussi être délégué au Ministre. En tout état de cause, un pouvoir réglementaire ne pourra le cas échéant être conféré à l'IBPT qu'aux conditions mentionnées au 1° ci-avant.

Le texte en projet sera revu à la lumière de ces observations.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1<sup>er</sup> sera rédigé comme suit :

« Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, les articles 13/1, § 2, inséré par la loi du 31 juillet 2017, 16, 39, § 2, modifié par la loi du 31 juillet 2017, § 3, modifié par la loi du 20 juillet 2006, et § 5, inséré par la loi du 27 mars 2014, 42, § 6, et 43, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 25 avril 2007 ; ».

2. Selon les informations et documents transmis par le délégué du Ministre, la proposition officielle de l'IBPT, visée à l'alinéa 3, date non pas du 15 février 2017, mais figure dans une lettre du 24 octobre 2018, laquelle a été communiquée par le délégué du Ministre à la section de législation.

L'alinéa 3 sera revu de manière à mentionner la date de la proposition officielle de l'IBPT.

3. Il y a lieu de compléter le préambule par la mention des arrêtés abrogés par l'article 34 du projet.

## DISPOSITIF

### Article 5

À l'article 5/1, § 3, alinéa 2, en projet, le renvoi sera corrigé.

### Article 7

Le paragraphe 3 de l'article 6 en projet prévoit que lorsque des difficultés techniques empêchent de satisfaire à toutes les demandes d'autorisation, l'Institut peut établir des priorités « en fonction des besoins ».

Le texte en projet sera complété aux fins de définir les catégories de besoins dont il est question, et le rapport au Roi sera complété par quelques exemples significatifs<sup>3</sup>.

### Article 9

Selon le rapport au Roi, l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 2 de l'article 8 dont la modification est envisagée est abrogé « pour offrir à l'I.B.P.T la flexibilité nécessaire pour organiser la structure, la forme et la composition d'une autorisation dans l'intérêt des titulaires. Le format de l'autorisation n'est plus précisé pour éviter toute contrainte opérationnelle, dont son éventuelle dématérialisation et offrir ainsi une souplesse et une neutralité dans l'utilisation de technologies nouvelles (stickers, QR codes, etc.) ».

En tant qu'elle concerne le contenu minimum de l'autorisation, l'abrogation envisagée laisse ainsi, sur des conditions de fond et non uniquement de forme, un pouvoir d'appréciation très large à l'IBPT. Cette abrogation est ainsi susceptible d'entraîner des difficultés quant au respect du principe d'égalité entre les différents demandeurs d'autorisation.

Le texte en projet sera réexaminé en vue de fixer les règles minimales de composition du dossier aux fins d'assurer que les demandeurs d'autorisation ne puissent faire l'objet de discrimination entre eux.

---

<sup>3</sup> Voir, à ce propos, l'avis n° 47.079/4 donné le 16 septembre 2009 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 décembre 2009 'relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées', observation sous l'article 6 alors en projet, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/47079.pdf>.

### Article 15

1. L'article 17/1, § 3, en projet, vise des recommandations de la CEPT ainsi que le « rapport 89 » de cette dernière.

Dès lors que ces références sont en relation avec l'objet des certificats qui seront délivrés en application de l'arrêté en projet, les recommandations et rapport visés ont valeur réglementaire.

L'auteur du projet doit dès lors veiller à ce que les textes concernés soient suffisamment accessibles et identifiables.

2. À l'article 17/3, § 1<sup>er</sup>, en projet, le mot calendrier sera omis.

### Article 19

Le premier « 3° » sera remplacé par « 1° ».

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

In verband met de kennisgeving van het ontwerp aan de Europese Commissie, vermeld in het zesde lid van de aanhef, heeft de gemachtigde van de minister erop gewezen dat de *status quo* periode van drie maanden opgelegd bij richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’ verstreken is op 15 september 2017 en dat de Belgische Staat geen opmerkingen ontvangen heeft van de Commissie of van de lidstaten.

In die omstandigheden moet ervan uitgegaan worden dat dit vormvereiste vervuld is.

Men zou er goed aan doen de aanhef aan te vullen met hetgeen de gemachtigde van de minister meegedeeld heeft.

### ALGEMENE OPMERKINGEN

Bij verscheidene bepalingen van het ontwerp worden aan het BIPT beslissingsbevoegdheden verleend die ofwel van verordenende aard zijn, ofwel aldus gedefinieerd zijn dat niet makkelijk vast te stellen is of ze betrekking hebben op beslissingen die van verordenende dan wel van individuele aard zijn. Het gaat voornamelijk om de volgende bepalingen:

1° het ontworpen artikel 5/1, § 1 (artikel 5 van het ontwerp), waaruit blijkt dat de aanvraag voor een vergunning voor het houden of gebruiken van een radiostation de documenten vereist door het Instituut moet bevatten;

2° het ontworpen artikel 17/1, § 2, tweede lid (artikel 15 van het ontwerp), naar luid waarvan alleen “de examens georganiseerd door het Instituut (...) erkend [worden]”;

3° het ontworpen artikel 17/1, § 4, tweede lid (artikel 15 van het ontwerp), waarin bepaald wordt dat het Instituut een organisatie kan erkennen die belast wordt met de organisatie van een categorie examens;<sup>1</sup>

4° het ontworpen artikel 17/2, § 3, eerste lid (artikel 15 van het ontwerp), dat als volgt luidt: “Het Instituut stelt het examenreglement, met inbegrip van de praktische regeling en de deelnemingsvoorwaarden vast en publiceert deze”;

5° het ontworpen artikel 17/4, § 1, 3° (artikel 16 van het ontwerp), waaruit blijkt dat het Instituut de voorwaarden vaststelt betreffende de examens voor de toekenning van de bedieningscertificaten van de 5e categorie;

6° het ontworpen artikel 17/4, § 3 (artikel 16 van het ontwerp), waaruit blijkt dat het Instituut de voorwaarden vaststelt waaronder de erkende radioamateurverenigingen toetsen over de kennis van de morsecode mogen organiseren;<sup>2</sup>

7° het ontworpen artikel 17/7, tweede lid (artikel 16 van het ontwerp), naar luid waarvan de houder van een vergunning voor een automatisch station of voor een van op afstand bediend station, na toestemming van het Instituut en “onder de voorwaarden vastgesteld door het Instituut”, geëncrypteerde berichten mag gebruiken voor het beheer van zijn station;

8° het ontworpen artikel 17/7, derde lid (artikel 16 van het ontwerp), naar luid waarvan de houder van een bedieningscertificaat van de 5e categorie in geval van oefeningen georganiseerd door een Belgische nooddienst, met voorafgaand akkoord en “onder de voorwaarden vastgesteld door het Instituut”, mag communiceren over onderwerpen betreffende deze oefeningen;

9° het ontworpen artikel 17/7, vierde lid (artikel 16 van het ontwerp), naar luid waarvan “de houder van een certificaat van de 5e categorie [, in de gevallen die vooraf door het Instituut verduidelijkt zijn,] de Belgische nooddiensten [mag] bijstaan door zijn stations van de 5e categorie in te zetten om het uitvallen van de elektronische communicatie op te vangen”;

10° het ontworpen artikel 35, tweede lid (artikel 19 van het ontwerp), naar luid waarvan “[d]e betaling van een dossierrecht gebeurt binnen de termijnen vastgelegd door het Instituut”;

11° artikel 23, 1°, van het ontwerp, waaruit blijkt dat het Instituut gemachtigd is een betalingstermijn vast te stellen.

De steller van het ontwerp dient de bepalingen in kwestie aldus te herzien dat duidelijk blijkt van welke aard de bevoegdheid is die op die wijze aan het Instituut verleend wordt, namelijk of het gaat om de bevoegdheid om individuele beslissingen te nemen dan wel om de bevoegdheid verordenende, algemene en abstracte bepalingen vast te stellen.

<sup>1</sup> Zie, wat dit punt betreft, evenwel de bijzondere opmerking die verderop in dit advies bij die bepaling gemaakt wordt.

<sup>2</sup> Zie, wat dit punt betreft, evenwel de bijzondere opmerking die verderop in dit advies bij die bepaling gemaakt wordt.

Daarbij dient de steller van het ontwerp daarenboven rekening te houden met het volgende:

1° behalve voor detailspecten of voor volstrekt technische aspecten mag aan het BIPT geen enkele verordenende bevoegdheid toegekend worden zonder uitdrukkelijke machtiging vanwege de wetgever. Onder de bepalingen die in de aanhef van het ontworpen besluit opgegeven worden als rechtsgrond van dit besluit stelt *in casu* alleen artikel 39, § 5, van de wet van 13 juni 2005 ‘betreffende de elektronische communicatie’ de Koning in staat om aan het Instituut een verordenende bevoegdheid te delegeren in verband met “het vastleggen van de voorwaarden” betreffende de examens waarvoor de betrokkenen moeten slagen om bepaalde categorieën van zenders te mogen gebruiken; er dient opgemerkt te worden dat de delegatie die de Koning aldus mag verlenen eveneens betrekking kan hebben op “de praktische organisatie van deze examens”;

2° wanneer het de bedoeling is om aan het Instituut een bevoegdheid tot het nemen van individuele beslissingen te verlenen, dient die beslissingsbevoegdheid uitgeoefend te worden met inachtneming van het beginsel van de gelijkheid van alle derden-belanghebbenden: zo bijvoorbeeld zou in het licht van dat beginsel niet aanvaard kunnen worden dat het Instituut geval voor geval zou kunnen beslissen over alle stukken of gegevens die bezorgd moeten worden door elke persoon die een aanvraag doet voor een vergunning voor het houden of gebruiken van een radiostation van categorie X, waarbij het dan vergelijkbare situaties anders zou kunnen behandelen.

Het is dan ook van tweeën één:

1° indien voor de subdelegatie van verordenende bevoegdheid die de steller van het ontwerp aan het BIPT wenst te verlenen geen uitdrukkelijke rechtsgrond te vinden is in een wetsbepaling, dient die subdelegatie vervangen te worden door een subdelegatie van de minister, tenzij de steller van het ontwerp kan bewijzen dat die subdelegatie betrekking heeft op detailspecten of volstrekt technische aspecten; een andere oplossing zou erin kunnen bestaan de regels in kwestie in het ontworpen besluit zelf op te nemen;

2° indien de subdelegatie die aan het Instituut verleend wordt betrekking heeft op de bevoegdheid individuele beslissingen te nemen, dient de aldus toegekende bevoegdheid, op grond waarvan geval voor geval uitspraak gedaan kan worden, uitgeoefend te worden met inachtneming van het beginsel van de gelijkheid van de betrokken derden; wat dat betreft zou het ontworpen besluit, met het oog op een betere inachtneming van dat beginsel, aldus aangevuld moeten worden dat daarin het kader geschapen wordt waarbinnen het Instituut zijn bevoegdheid moet uitoefenen, door de algemene en abstracte regels ter zake te bepalen waarbij de criteria worden vastgesteld die dat Instituut moet gebruiken. De betreffende bevoegdheid kan ook aan de minister worden gedelegeerd. Hoe dan ook kan aan het BIPT in voorkomend geval slechts een verordenende bevoegdheid opgedragen worden op de voorwaarden vermeld in voorgaand punt 1°.

De ontworpen tekst moet in het licht van deze opmerkingen herzien worden.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### AANHEF

1. Het eerste lid dient als volgt gesteld te worden:

“Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13/1, § 2, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2017, artikel 16, artikel 39, § 2, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017, § 3, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006, en § 5, ingevoegd bij de wet van 27 maart 2014, artikel 42, § 6, en artikel 43, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007;”.

2. Volgens de informatie en de stukken die door de gemachtigde van de minister bezorgd zijn, dateert het officiële voorstel van het BIPT, waarnaar in het derde lid verwezen wordt, niet van 15 februari 2017, maar is dat voorstel vervat in een brief van 24 oktober 2018, die de gemachtigde van de minister aan de afdeling Wetgeving overgezonden heeft.

Het derde lid moet aldus herzien worden dat daarin de datum van het officiële voorstel van het BIPT vermeld wordt.

3. De aanhef dient aangevuld te worden met de vermelding van de besluiten die opgeheven worden bij artikel 34 van het ontwerp.

### DISPOSITIEF

#### Artikel 5

In het ontworpen artikel 5/1, § 3, tweede lid, moet de verwijzing verbeterd worden.

#### Artikel 7

Volgens het ontworpen artikel 6, § 3, kan het Instituut, wanneer technische moeilijkheden beletten alle aanvragen om vergunningen in te willigen, prioriteiten vastleggen “naargelang van de behoeften”.

De ontworpen tekst dient aldus aangevuld te worden dat bepaald wordt welke soorten behoeften daarmee bedoeld worden en het verslag aan de Koning moet aangevuld worden met enkele duidelijke voorbeelden.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Zie in dat verband advies 47.079/4, dat op 16 september 2009 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 18 december 2009 ‘betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen’, de opmerking die daarin gemaakt is bij artikel 6 van het toenmalige ontwerp, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/47079.pdf>.

### Artikel 9

Volgens het verslag aan de Koning wordt, in paragraaf 2 van het te wijzigen artikel 8, het eerste lid opgeheven “om het BIPT de nodige flexibiliteit te geven om de structuur, de vorm en de samenstelling van een vergunning te organiseren in het belang van de houders. Het vergunningsformaat wordt niet langer gepreciseerd om elke operationele beperking te vermijden, waaronder de eventuele dematerialisatie ervan en om aldus voor soepelheid en neutraliteit te zorgen bij het gebruik van nieuwe technologieën (stickers, QR-codes, enz.)”

Daar de op te heffen bepaling betrekking heeft op hetgeen de vergunning minstens moet bevatten, wordt met de in het vooruitzicht gestelde opheffing aldus, niet alleen met betrekking tot vormelijke maar ook met betrekking tot inhoudelijke voorwaarden aan het BIPT een zeer ruime beoordelingsbevoegdheid gelaten. Dat die bepaling opgeheven zou worden, zou dan ook kunnen leiden tot moeilijkheden met betrekking tot het in acht nemen van het beginsel van de gelijkheid van de onderscheiden aanvragers van een vergunning.

De ontworpen tekst dient aldus herzien te worden dat daarin de minimale regels inzake de samenstelling van het dossier bepaald worden teneinde te garanderen dat de ene vergunningsaanvrager niet gediscrimineerd wordt ten opzichte van de andere.

### Artikel 15

1. In het ontworpen artikel 17/1, § 3, wordt verwezen naar aanbevelingen van de CEPT en naar het “rapport 89” van die Conferentie.

Aangezien die verwijzingen verband houden met de inhoud van de certificaten die met toepassing van het ontworpen besluit afgegeven zullen worden, hebben de aanbevelingen en het rapport waarnaar aldus verwezen wordt verordenende waarde.

De steller van het ontwerp dient er dan ook op toe te zien dat de teksten in kwestie voldoende toegankelijk zijn en het voldoende duidelijk is om welke teksten het juist gaat.

2. In het ontworpen artikel 17/3, § 1, schrijve men “maand” in plaats van “kalendermaand”.

Artikel 19

De eerste nummering “3°” moet vervangen worden door de nummering “1°”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET